Insécurité alimentaire et malnutrition : Le Mali mobilise 12,7 milliards de FCFA pour la réponse 2026

MALI
1996
L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 14 Août 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



L'Afrique face à la révolution démographique mondiale : Le siècle africain ne se jouera pas dans les berceaux, mais dans les écoles, les villes et les entreprises



France–Mali : Le « noyau dur » qui consacre le grand décrochage



Insécurité alimentaire et malnutrition : Le Mali mobilise 12,7 milliards de FCFA pour la réponse 2026

Sommaire







UNE /

L'Afrique face à la révolution démographique mondiale : Le siècle africain ne se jouera pas dans les berceaux, mais dans les écoles, les villes et les entreprises — P 04

BRÈVES /

Défense et sécurité en Afrique : Abdoulaye Diop porte la voix du Mali à Kigali — P 17

CAP de Lafiabougou : Le remaniement des directeurs d'école suscite la contestation — P 17

Journée internationale de la jeunesse : WANEP-Mali place les jeunes au cœur de la construction de la paix — P 18

Sénégal : Entre rigueur économique, pression sociale et espoir de transformation — P 19

Santé publique : Le BVG pointe des insuffisances dans la gestion de l'INSP — P 19

ACTUALITÉ /

Insécurité alimentaire et malnutrition : Le Mali mobilise 12,7 milliards de FCFA pour la réponse 2026 — P 22

Télécommunications : Opérateurs et régulateur au cœur du débat sur la fixation des tarifs — P 24

POLITIQUE /

France–Mali : Le « noyau dur » qui consacre le grand décrochage — P 26

Insécurité alimentaire et malnutrition : Le Mali mobilise 12,7 milliards de FCFA pour la réponse 2026 — P 28

Journée africaine de la décentralisation : Femmes et jeunes au cœur de la gouvernance locale de l'eau — P 30

CULTURE & SOCIETÉ /

DANBÉ BULON : La tradition au service de la cohésion sociale — P 33

INTERNATIONAL /

États-Unis : Karoline Leavitt quitte la Maison-Blanche mais reste dans l'orbite de Trump — P 35

Zimbabwe : Au moins 44 morts dans le naufrage d'un ferry sur le lac Kariba — P 36

SPORT /

Football : Lionel Messi rend un bouleversant hommage à son père Jorge — P 38

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

L'Afrique face à la révolution démographique mondiale : Le siècle africain ne se jouera pas dans les berceaux, mais dans les écoles, les villes et les entreprises



Une foule n'est pas encore un marché, et une jeunesse n'est pas encore une puissance : tout dépend de ce qu'une société lui permet d'apprendre, de produire et d'espérer.

Par Dr Hamed Sow

Expert international – Directeur/Consultant EED-Consulting (https://eed-consulting.com)

En 2050, plus d'un être humain sur quatre vivra en Afrique. Ce basculement n'annonce ni un miracle automatique ni une catastrophe certaine. Il ouvre une course entre la vitesse des générations et celle des institutions : l'école, l'emploi, l'énergie et la ville devront progresser plus vite que les besoins. L'issue de cette course pèsera sur l'équilibre du continent et sur celui du monde.

On annonce depuis des années que le XXIe siècle sera africain. La formule flatte, mais elle dispense trop souvent de penser. Une population jeune n'est ni un dividende automatique ni une menace en soi. Elle est une force brute, qui amplifie la qualité des institutions comme leurs défaillances.

Pendant que l'Europe et l'Asie orientale vieillissent, l'Afrique s'apprête à accueillir la plus forte progression de population active de la planète. Le vrai sujet n'est donc pas de savoir combien d'Africains vivront demain, mais ce qu'ils sauront faire, où ils travailleront et quelle place leurs économies leur offriront.

Ma conviction est simple : le continent ne transformera pas le nombre

en puissance par les slogans. Il y parviendra grâce à des écoles qui enseignent réellement, des villes qui fonctionnent, une énergie abondante, des entreprises qui embauchent et des États capables de tenir un cap plus longtemps qu'un mandat. C'est dans l'écart entre la vitesse démographique et la lenteur institutionnelle que se joue l'avenir de l'Afrique.

Le nombre est une matière première, pas un produit fini. Une population devient une puissance lorsqu'elle est instruite, en bonne santé et intégrée à une économie productive.

Six repères pour mesurer le basculement

10,3 milliards La population mondiale atteindrait son maximum vers 2084, selon le scénario médian de l'ONU.	**2,5 milliards** L'Afrique devrait approcher ce total en 2050, soit plus d'un quart de l'humanité.
3,8 milliards La population africaine projetée pour 2100 demeure très supérieure à celle d'aujourd'hui.	**10 à 12 millions** Autant de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail africain.
Environ 3 millions C'est le nombre d'emplois formels créés annuellement selon la Banque mondiale.	**Près de 87 %** En Afrique subsaharienne, l'emploi restait informel dans cette proportion en 2024.

Sources : Nations unies, Banque mondiale et OIT.

Le monde entre dans la divergence démographique

La démographie avance sans bruit, à la vitesse des générations, mais ses effets sont plus difficiles à renverser que ceux d'une crise économique. L'enfant qui entrera sur le marché du travail en 2045 est déjà né ; le retraité de 2050 travaille aujourd'hui. Les gouvernements peuvent différer une réforme, mais ils ne peuvent suspendre le temps biologique.

Le XXe siècle fut dominé par l'expansion. Les progrès sanitaires, agricoles et médicaux ont multiplié la population mondiale, rempli les villes, élargi les marchés et fourni la main-d'œuvre de l'industrialisation. Ce succès a installé une habitude trompeuse : croire que chaque génération serait nécessairement plus nombreuse que la précédente et que la croissance démographique soutiendrait indéfiniment la croissance économique.

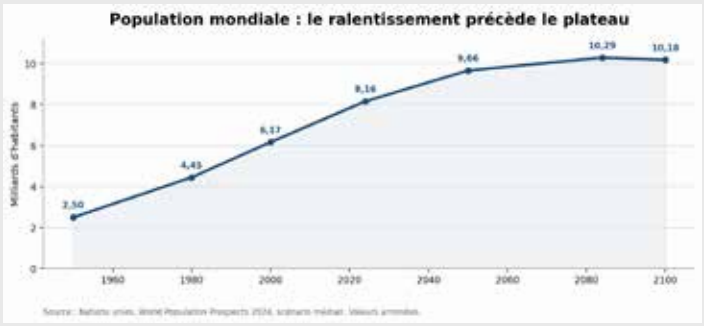


Figure 1 — Le monde se dirige vers un plateau démographique ; l'essentiel du débat porte désormais sur la divergence des trajectoires régionales.

Cette habitude se brise. Selon la révision 2024 des Nations unies, la population mondiale passerait de 8,2 milliards d'habitants en 2024 à un pic proche de 10,3 milliards vers 2084, avant de revenir légèrement autour de 10,2 milliards en 2100. L'événement décisif n'est pas la date exacte du sommet, mais la fin de la croissance universelle.

Le ralentissement n'est pas synchronisé. Dans une grande partie de l'Europe et de l'Asie orientale, les générations ne se remplacent plus. En Afrique, la jeunesse de la pyramide des âges entretient au contraire la croissance, même lorsque la fécondité recule. La même planète connaît ainsi un hiver démographique dans certaines régions et un printemps démographique dans d'autres.

Deux horloges gouvernent désormais le monde. L'horloge de la longévité demande qui financera des vies plus longues, des retraites plus nombreuses et des soins plus coûteux. L'horloge de la jeunesse demande qui construira les écoles, les logements, les réseaux et les emplois nécessaires à des cohortes en expansion. Aucun de ces défis n'est simple, mais le second exige de bâtir presque tout à la fois, sou-

vent avec des ressources publiques limitées.

Vieillir reste une victoire : cela signifie que les enfants survivent davantage et que les existences s'allongent. Le problème apparaît lorsque des institutions conçues pour des sociétés plus jeunes doivent financer des retraites plus longues et des soins plus complexes avec proportionnellement moins d'actifs. Dans l'Union européenne, 22 % de la population avait déjà 65 ans ou plus au début de 2025.

Le Japon a répondu par la robotisation, l'emploi des seniors et l'adaptation des services. Il montre qu'une société âgée peut demeurer prospère, mais aussi que l'automatisation ne supprime ni les pénuries de travailleurs ni le coût des territoires désertés. La Chine affronte un dilemme plus sévère : elle vieillit avant d'avoir achevé son rattrapage et accélère dans l'automatisation au moment où se raréfie la main-d'œuvre qui a nourri son industrialisation.

Les pays vieillissants devront produire davantage avec moins d'actifs, mieux employer les femmes et les seniors, former tout au long de la vie et attirer des compétences. Les États-Unis conservent ici un avantage relatif : ils savent attirer étudiants, chercheurs et entrepreneurs. Dans l'économie de la connaissance, l'immigration qualifiée agit comme une importation de capital humain, souvent formé en partie aux frais du pays d'origine.

Le problème des sociétés riches n'est donc pas qu'elles vieillissent. Il est qu'elles pourraient consacrer tant de ressources à préserver les équilibres d'hier qu'elles n'investiraient plus assez dans le monde de demain. La longévité ne devient un fardeau que lorsque les institutions restent immobiles.



Le vieillissement n'annonce pas nécessairement le déclin ; il oblige les sociétés à réorganiser le travail, la protection sociale et l'investissement.

L'Afrique, ou la course entre les générations et les institutions

En 2024, l'Afrique comptait un peu plus de 1,5 milliard d'habitants. Elle en compterait environ 2,5 milliards en 2050 et 3,8 milliards à la fin du siècle selon le scénario médian de l'ONU. Ces chiffres donnent la mesure du basculement, mais ils ne disent pas à eux seuls ce qu'il produira.

Il n'existe pas une démographie africaine unique. Les familles se réduisent rapidement au Maghreb, dans une partie de l'Afrique australe et dans plusieurs grandes villes. La transition reste plus lente dans une partie du Sahel et de l'Afrique centrale. Les besoins d'un pays déjà urbanisé ne sont pas ceux d'un territoire rural à forte fécondité ; une ambition continentale exige donc des objectifs communs et des trajectoires nationales différenciées.

La jeunesse africaine n'est pas éternelle. Le continent dispose d'une fenêtre pendant laquelle la part de la population en âge de travailler augmentera. Cette fenêtre peut durer plusieurs décennies, mais elle se refermera. Or le temps nécessaire pour bâtir une école, former un enseignant, créer une industrie ou transformer une ville est lui aussi très long.



Figure 2 — La population africaine continuerait de croître tout au long du siècle, mais moins vite que ne le prévoyaient les anciennes projections.

Le nombre peut agrandir un marché, densifier les échanges et favoriser les économies d'échelle. Il ne crée spontanément ni usines,

ni emplois, ni recettes fiscales. Un milliard de besoins ne représente pas automatiquement un milliard de clients : le revenu, l'électricité, le crédit, les transports, la sécurité juridique et la confiance transforment une population en demande solvable.

L'Afrique ne part pourtant pas d'une page blanche. Ses métropoles innovent, ses entrepreneurs inventent des solutions, sa diaspora finance et connecte, et la Zone de libre-échange continentale africaine peut donner de la profondeur à des marchés longtemps fragmentés. Les paiements mobiles, les industries culturelles, la logistique, les énergies renouvelables et l'agriculture technologique montrent que le continent sait créer, et pas seulement consommer.

Le dividende démographique n'est pas synonyme de jeunesse. Il apparaît lorsque la fécondité recule, que la proportion d'adultes en âge de travailler augmente et que ces adultes sont instruits, en bonne santé et employés dans des activités productives. Sans emplois, sans productivité et sans autonomie des femmes, une population jeune n'engendre aucun dividende ; elle accroît seulement la demande adressée à l'école, au marché et à l'État.

Trois futurs restent possibles. Dans le premier, l'éducation apprend réellement, l'énergie devient fiable, les villes sont planifiées et les entreprises embauchent : la jeunesse se transforme alors en productivité. Dans le deuxième, les services publics et les emplois progressent, mais moins vite que les besoins, et le continent avance sans rattraper son retard. Dans le troisième, quelques pôles attirent capitaux et talents tandis que des territoires entiers cumulent insécurité, fragilité climatique et départ des compétences. La moyenne continentale masquerait alors des Afriques qui s'éloignent les unes des autres.

La vraie question n'est donc pas de savoir si l'Afrique est trop ou pas assez peuplée. Elle est de savoir si ses capacités éducatives, productives et institutionnelles progressent assez vite. Le risque n'est pas le nombre ; c'est le décalage entre la vitesse des générations et la lenteur des réponses publiques.

L'emploi, l'école et la ville : l'équation décisive

Chaque année, 10 à 12 millions de jeunes Africains entrent sur le marché du travail, tandis que les économies du continent ne créent qu'environ 3 millions d'emplois formels. Cette équation, encore rappelée par la Banque mondiale en 2026, est plus importante que n'importe quel slogan sur le « siècle africain ».

Elle ne signifie pas que tous les autres jeunes restent inactifs. Des millions inventent leur activité dans l'agriculture, le commerce, le transport ou les services. Mais l'ingéniosité contrainte ne doit pas être confondue avec la productivité. Une société ne peut durablement demander à sa jeunesse de transformer la débrouille en modèle économique.

En Afrique subsaharienne, 86,6 % des personnes en emploi travaillaient encore dans l'informel en 2024 selon l'OIT. L'informalité n'est donc pas une marge qu'il suffirait de taxer ou d'enregistrer. Elle est l'économie réelle de la majorité. On ne formalise pas la pauvreté en la contrôlant davantage ; on formalise une activité en la rendant plus productive, mieux financée, mieux alimentée en énergie et suffisamment rentable pour que la protection sociale devienne un avantage.

L'urgence éducative est tout aussi profonde. Plus de 100 millions d'enfants et de jeunes d'Afrique subsaharienne restent hors de l'école, et la présence en classe ne garantit pas l'apprentissage. Dans plusieurs pays, une majorité d'élèves accomplit des années de scolarité sans maîtriser la lecture. Ce n'est pas seulement un échec scolaire : c'est une crise future de productivité, de citoyenneté et de confiance.

Un diplôme sans compétence est plus qu'un gaspillage. Il élève les attentes sans ouvrir de débouchés, fragilise la confiance dans les institutions et transforme l'école, censée être une promesse d'ascension, en preuve d'injustice. L'enjeu n'est donc plus seulement de scolariser davantage, mais de garantir que l'on apprend réellement.

Le capital humain commence avant l'école. La nutrition mater-

nelle, la santé de la petite enfance, la vaccination et le développement du langage déterminent en partie la capacité future d'apprendre. Le rendement d'une université commence avant la naissance ; une politique éducative qui ignore la santé et la nutrition répare trop tard ce qu'elle aurait pu prévenir.

La ville constitue le troisième front. Une métropole peut rapprocher les travailleurs, les entreprises et les idées ; elle peut aussi concentrer la pauvreté, la congestion et l'exclusion. L'urbanisation ne devient productive que lorsque le foncier, le transport, l'eau, l'assainissement, le logement et l'électricité précèdent ou accompagnent l'arrivée des habitants.

Les villes secondaires représentent à cet égard un choix stratégique. Reliées aux bassins agricoles, aux corridors et aux réseaux énergétiques, elles peuvent accueillir l'agro-industrie, les services et la formation, tout en évitant que chaque ambition nationale se concentre dans une capitale déjà saturée.

La bataille éducative est double : accueillir des cohortes nombreuses et garantir partout un apprentissage réel, du primaire à la formation professionnelle.

L'intelligence artificielle ne remplacera ni l'école ni l'électricité

L'Asie de l'Est a industrialisé des millions de travailleurs grâce à des activités intensives en main-d'œuvre. L'Afrique entre dans la course au moment où l'automatisation réduit la valeur du travail routinier. La fenêtre de l'avantage salarial se rétrécit avant même que le continent ait pu en tirer pleinement parti.

Cette évolution ne condamne pas l'Afrique à manquer son industrialisation. Elle l'oblige à choisir les segments où la proximité des marchés, les ressources locales, la créativité et la connaissance des besoins comptent autant que le coût salarial. L'agro-industrie, les matériaux de construction, le textile spécialisé, la maintenance, la santé, la logistique, le tourisme et les industries culturelles peuvent créer beaucoup plus d'emplois que ne le suggère une vision limitée aux grands projets capitalistiques.





L'intelligence artificielle peut former, traduire, diagnostiquer, optimiser et simplifier. Elle peut aider un enseignant, un médecin, un ingénieur ou une administration. Elle ne remplace ni la lecture, ni l'électricité, ni la route, ni l'État. Un enfant qui ne sait pas lire ne sera pas sauvé par un algorithme ; une entreprise privée d'énergie ne deviendra pas compétitive grâce à une application.

Le numérique est un accélérateur, pas un substitut. Dans les systèmes solides, il élargira l'accès au savoir et réduira certains coûts. Dans les systèmes fragiles, il risque d'amplifier les écarts entre ceux qui disposent de l'équipement, de la connexion et des compétences, et ceux qui en sont privés. La première politique numérique reste donc une politique d'éducation et d'infrastructures.

Nourrir, éclairer et relier : la démographie du quotidien

La démographie n'est pas seulement une courbe. Elle devient, chaque matin, une demande supplémentaire de nourriture, d'eau, d'électricité, de transport, de logement et de services publics. L'Afrique dispose de terres, de soleil, d'eau et de ressources considérables. Son problème n'est pas l'absence de potentiel, mais la vitesse à laquelle ce potentiel peut être transformé en capacités accessibles.

L'agriculture est à la fois une po-

litique alimentaire, une politique d'emploi et une politique de souveraineté. Elle devra nourrir davantage de citadins, augmenter les revenus ruraux et résister au climat. Le défi n'est pas de cultiver toujours plus loin, mais de produire mieux grâce à l'irrigation, aux semences, au stockage, aux routes, à l'assurance, à l'information climatique et à la transformation locale. De la ferme au marché urbain, la chaîne alimentaire peut devenir l'une des plus grandes fabriques d'emplois du continent.

L'énergie est le mécanisme silencieux qui sélectionne les gagnants et les perdants. Sans courant fiable, l'école réduit ses ambitions, l'hôpital perd ses équipements, l'entreprise reste artisanale et le numérique demeure un outil de consommation. Le continent devra combiner réseaux, solutions décentralisées et sources adaptées à chaque pays. La priorité n'est pas de choisir une technologie par idéologie, mais de fournir une énergie abondante, sûre et compétitive.

Le climat rend cette transformation plus urgente. Les infrastructures construites aujourd'hui devront résister aux conditions de 2050. Une route, un barrage, un quartier ou un réseau d'eau mal conçus peuvent enfermer un pays dans des coûts pendant une génération. L'adaptation n'est donc pas une dépense périphérique : elle est une dimension de toute politique démographique sérieuse.

Bien pensée, cette contrainte peut créer une économie de l'adaptation, associant construction, eau, énergie, agriculture, assurance et services environnementaux. La question n'est pas seulement de savoir combien d'infrastructures seront financées, mais combien de compétences, d'entreprises et d'emplois africains leur construction fera naître.

Migrations et talents : organiser la circulation plutôt que subir la fuite

Le vieillissement du Nord et la jeunesse africaine semblent former une complémentarité parfaite : d'un côté, des économies qui manquent de travailleurs ; de l'autre, une population active en expansion. Cette lecture est trop simple. Une pénurie de bras au Nord ne transforme pas automatiquement un jeune Africain en compétence immédiatement employable.

Les qualifications demandées ne correspondent pas toujours à celles disponibles. Lorsque les pays riches recrutent médecins, ingénieurs ou enseignants, ils importent en outre une compétence dont la formation a souvent été financée par un pays plus pauvre. La migration peut enrichir par les transferts, les réseaux et les retours ; elle peut aussi appauvrir les institutions essentielles. Tout dépend de la manière dont elle est organisée.

La bonne réponse n'est ni d'idéaliser la fuite des cerveaux ni de vouloir immobiliser les personnes. Elle consiste à organiser la circulation grâce à des diplômes reconnus, des formations cofinancées, une mobilité régionale plus fluide, des missions temporaires et des incitations crédibles au retour. Les pays qui recrutent massivement devraient contribuer à former davantage de professionnels qu'ils n'en absorbent.

La compétition mondiale se déplacera ainsi des ressources vers les compétences. Les talents choisissent les pays où l'on peut apprendre, entreprendre, rechercher, vivre en sécurité et construire une carrière. Retenir les Africains les plus qualifiés ne signifie pas fermer les frontières ; cela signifie rendre le retour et l'investissement possibles.

2030 : le temps de l'exécution

2030 n'est plus un horizon lointain : c'est dans quatre ans. Les jeunes qui entreront alors dans l'enseignement supérieur, l'apprentissage ou la vie active sont déjà dans les collèges, les lycées et les centres de formation. Les compétences dont l'économie aura besoin doivent donc être préparées maintenant ; les salles de classe, les réseaux électriques, les transports et les zones d'activité ne peuvent être improvisés à la veille de leur arrivée.

La première priorité est d'apprendre réellement. Aucun enfant ne devrait quitter le primaire sans lire, écrire et calculer. Cela exige des enseignants présents et formés, des manuels, du temps d'apprentissage, mais aussi une action précoce sur la nutrition et la santé. Avant de promettre l'intelligence artificielle à tous, il faut garantir les fondations sans lesquelles elle

restera un privilège.

La formation doit ensuite épouser la géographie économique des territoires. Les bassins agricoles, miniers, énergétiques, touristiques et industriels n'ont pas les mêmes besoins. Les entreprises, les collectivités et les centres de formation doivent construire ensemble des parcours qui conduisent à un métier, et non à un certificat sans débouché. L'apprentissage en entreprise, les cursus courts, les certifications et les reconversions doivent devenir des voies normales de réussite.

La politique industrielle doit être jugée à ce qu'elle laisse derrière elle. À chaque investissement, une question devrait être posée : combien d'emplois productifs, de fournisseurs locaux, de compétences transférées et d'entreprises africaines plus solides subsisteront après la cérémonie d'inauguration ? Les grands projets sont indispensables, mais ils ne suffiront pas sans des petites et moyennes entreprises capables d'embaucher, d'innover et d'exporter.

Financer ces entreprises est une politique démographique. Le crédit cher, les retards de paiement, l'électricité incertaine, l'accès limité aux marchés publics et l'instabilité réglementaire les empêchent de grandir. Des garanties de crédit, du capital patient, le paiement rapide des fournisseurs, une commande publique mieux orientée et des marchés régionaux réellement accessibles peuvent changer leur trajectoire. La formalisation doit être la conséquence d'une productivité accrue, et non une opération de contrôle menée contre des activités encore fragiles.

La liberté des femmes constitue un autre levier décisif. La transition démographique durable résulte de la survie des enfants, de l'éducation des filles, du recul des mariages précoces, de l'autonomie économique et de l'accès volontaire à la santé reproductive. Lorsque les femmes peuvent choisir et que les familles ont confiance dans l'avenir, la fécondité baisse sans coercition, la santé s'améliore et davantage de ressources sont consacrées à chaque enfant.

Enfin, il faut construire la ville avant qu'elle ne devienne un problème. Les transports collectifs, l'eau, l'assainissement, le foncier et les zones d'activité doivent précéder l'occupation plutôt que courir derrière elle pendant vingt ans. Une ville mal planifiée devient extrêmement coûteuse à réparer ; une ville anticipée rapproche les habitants des emplois et réduit les dépenses futures.

L'Afrique ne manque ni de diagnostics ni de plans. Elle manque plus souvent de continuité, de concentration des moyens et d'obligation de résultat. Les gouvernements devraient mesurer moins le nombre de projets annoncés que la lecture acquise à la fin du primaire, les emplois productifs créés par nouvelle cohorte, la progression des revenus informels, la participation économique des femmes et l'accès effectif à l'électricité, à l'eau et aux transports.

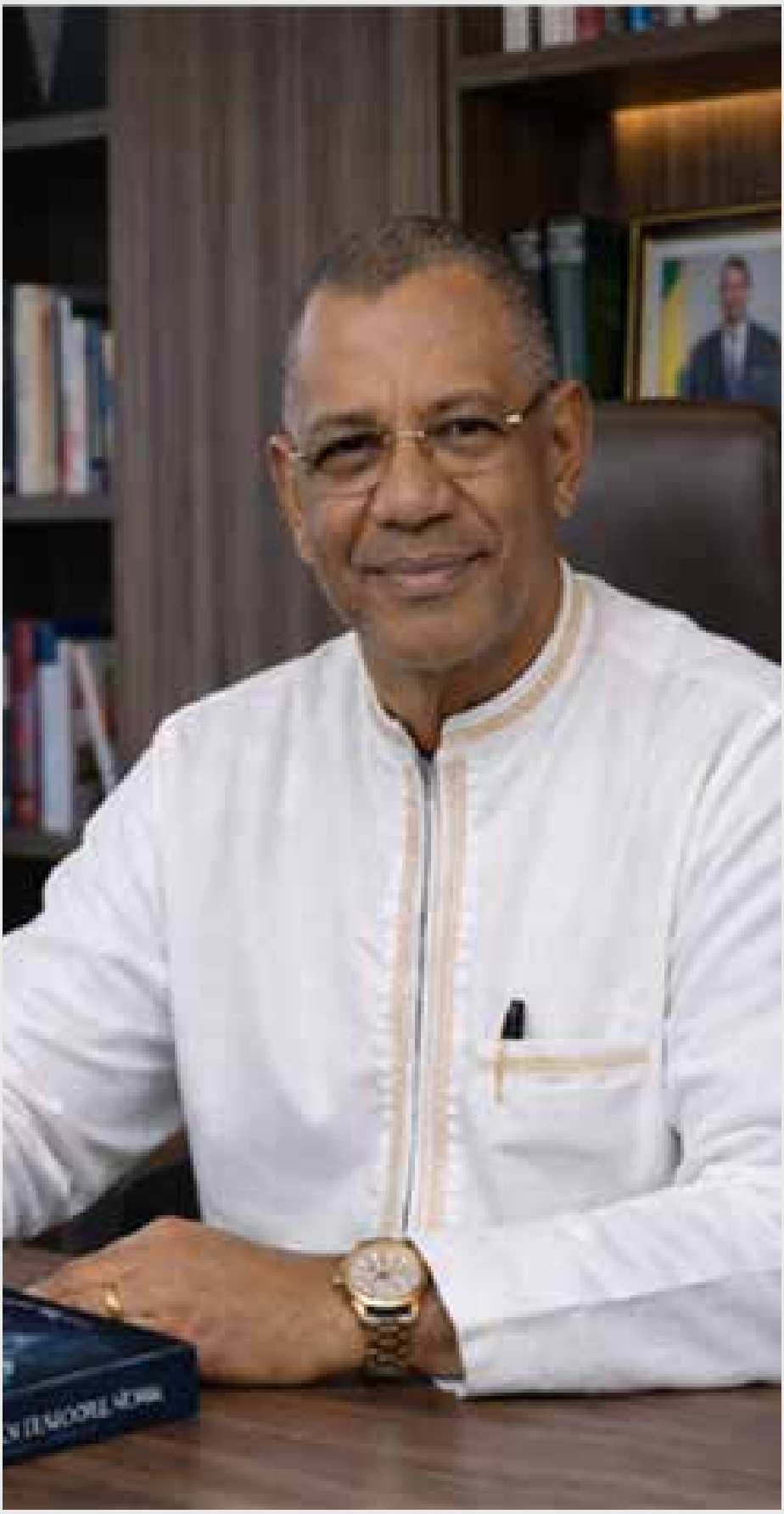
Chaque année perdue transforme un retard encore rattrapable en handicap structurel. Les investissements précoces dans la santé, l'apprentissage, l'énergie, les villes et les entreprises produisent des rendements pendant plusieurs décennies. Les mêmes investissements, décidés trop tard, coûteront davantage et répareront moins.

Conclusion — Refuser les deux fatalismes

Je refuse deux fatalismes. Le premier présente la croissance démographique africaine comme une catastrophe annoncée. Le second proclame que la jeunesse fera mécaniquement du continent la prochaine puissance mondiale. Les deux évitent la question essentielle : que feront les institutions, les entreprises et les sociétés de cette jeunesse ?

Les sociétés vieillissantes disposent encore d'un avantage immense : elles ont un capital accumulé, des universités, des technologies et des administrations solides. L'Afrique possède un avantage différent : du temps, de la jeunesse et la possibilité de construire autrement. Mais cet avantage est fragile, car une génération grandit plus vite qu'un système scolaire ne se réforme, qu'une industrie ne se bâtit ou qu'une ville ne s'équipe.

Le continent ne deviendra pas une



puissance parce qu'il comptera près de 2,5 milliards d'habitants en 2050. Il pourrait le devenir s'il transforme ces habitants en citoyens instruits, en travailleurs productifs, en entrepreneurs, en chercheurs et en consommateurs solvables. Le basculement décisif ne sera pas démographique ; il sera institutionnel, éducatif et économique.

Le XIXe siècle fut dominé par la conquête des territoires. Le XXe siècle le fut par la maîtrise de l'énergie, de l'industrie et des ressources. Le XXIe siècle ajoutera un déterminant décisif : la capacité à développer, attirer et retenir les compétences. L'Afrique ne sera pas sauvée par sa jeunesse. Elle sera jugée à ce qu'elle aura fait pour elle.

Les ressources naturelles peuvent enrichir un pays pendant une génération. Le capital humain peut l'enrichir pendant plusieurs siècles.

Sources statistiques principales. Nations unies, World Population Prospects 2024 ; Banque mondiale, données et déclarations sur l'emploi en Afrique, 2026 ; OIT, World Employment and Social Outlook: Trends 2025 ; UNESCO, Global Education Monitoring Report 2024 et données actualisées 2025-2026 ; Eurostat, Demography of Europe 2026. Les projections sont celles du scénario médian et les valeurs sont arrondies.

- Bacary Camara

Comment est ne le phénomène Ras Bath?

L'ancienne Gouverneur de Bamako Sacko Amy Kane y a ete malencontreusement pour quelque chose dans cette ascension météorite..A travers son gigantesque Operation de deguerpissement des artères et principales rues de Bamako qui a jeté sur le carreau, des milliers de jeunes débrouillards dans la nature, leurs outils de travail confisqués, les petites boutiques et échoppes fermées. Aucune mesure d'accompagnement n'a ete prevue, ni avant la casse, ni apres.N'ayant plus aucun saint auquel ils pouvaient se vouer, lâche par le regime empêtré dans ses propres contradictions, les jeunes déguerpis se laisseront séduire par le discours et les diatribes de ce jeune Rasta et ses dreadlocks, defiant en permanence les figures marquantes du regime.C'est ainsi que naît sur les bords du Joliba cette masse critique de jeunes buvant indistinctement ses paroles comme étant leur nouveau messie.

B.CAMARA,Phénix..





- Actuel Média

Mali : la Semaine nationale de la jeunesse couplée à la Journée internationale de la jeunesse

La Journée internationale de la jeunesse 2026 a été officiellement célébrée ce mercredi 12 août au Centre international de conférences de Bamako (CICB). Cette année, la célébration est couplée à la Semaine nationale de la jeunesse, prévue du 12 au 16 août.

Placée sous le thème « Jeunesse, Paix et Sécurité : prévenir la désinformation, lutter contre la radicalisation et promouvoir la paix », cette édition rassemble des jeunes venus de plusieurs régions du Mali autour des enjeux liés à la paix, à la sécurité et à leur engagement dans la société.

La cérémonie a enregistré la présence de plusieurs membres du Gouvernement ainsi que de nombreux représentants de la jeunesse malienne.

Organisée sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des Sports, cette célébration est pilotée par le Conseil national de la jeunesse du Mali (CNJ-Mali).

À travers cette initiative, les autorités et les organisations de jeunesse entendent renforcer la sensibilisation des jeunes face à la désinformation, prévenir la radicalisation et promouvoir leur participation à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.

#CP : Actuel Média



- Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

À l'invitation des Autorités Rwandaises, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a participé, ce mercredi 12 août 2026, à Kigali, à la 2ème Session de la Conférence Internationale sur la Sécurité en Afrique (ISCA). Il y a notamment coanimé le panel inaugural intitulé « Évolution du paysage sécuritaire en Afrique : systèmes autonomes et nouveaux défis sécuritaires ».

Dans ses interventions, le Ministre DIOP a abordé les mutations du paysage sécuritaire induites par l'essor des technologies militaires autonomes et de l'intelligence artificielle. Il a insisté en premier lieu sur la souveraineté et l'autonomie stratégique, soulignant que l'expérience du Mali dans la lutte contre les groupes armés terroristes démontre que l'indépendance de décision et la sortie de tout schéma de dépendance sont indispensables à l'accomplissement des missions régaliennes des États.

S'agissant de la menace terroriste accrue par des ingérences extérieures, il a mis en lumière la nature asymétrique des conflits au Sahel, exacerbée par le terrorisme militaire, économique et médiatique, tout en dénonçant les soutiens étatiques étrangers apportés aux coalitions terroristes à travers la fourniture d'équipements et de drones.

Évoquant la dimension régionale, le Ministre DIOP a rappelé qu'aucune réponse durable ne pourra être uniquement nationale et a mis en avant la Confédération AES comme l'illustration de la détermination du Burkina, du Mali et du Niger à se prendre en charge sur la base d'un leadership authentiquement africain. Il a également insisté sur la nécessité pour l'Afrique de passer du statut d'acheteur/utilisateur, à celui d'acteur impliqué dans la conception, la réalisation, l'utilisation et la maintenance des équipements modernes.

Conformément à la vision des plus Hautes Autorités, le Mali forme de nombreux jeunes aux nouvelles technologies y compris l'intelligence artificielle. Au nombre des perspectives évoquées, le Ministre DIOP a souligné l'importance pour l'Afrique de se doter d'une industrie de défense propre.

Les propos du Ministre ont été complétés par le Colonel-major Yacouba SANOGO, Conseiller en stratégie à l'État-major Général des Armées, qui a apporté les précisions opérationnelles relatives au renforcement des capacités des FAMa, leur professionnalisme et le respect du droit international.

Bureau de l'Information et de la Presse/ MAECI.



- UNFPA Mali

Signature à Ouagadougou de l'accord de la Confédération #AES établissant la Plateforme Régionale des femmes de l'AES à l'occasion de la 2ème réunion des ministres du forum humani-

taire/genre.

L'accord a été signé par les ministres en charge de la Promotion de la Famille des trois pays membres : Burkina, Mali, Niger

UNFPA Mali est représenté au forum #humanitaire par la Représentante adjointe Marie Consolée Mukangendo.

UNFPA West and Central Africa, UNFPA Afrique de l'Ouest et du Centre

L'ONU au Mali

UNFPA Burkina Faso



- Nathalie Yamb

J'ai reçu un courrier du Conseil de l'Union européenne m'annonçant leur intention de reconduire mes sanctions pour un an. Les motifs nouveaux invoqués: j'ai été nommée conseillère spéciale du président du Niger, avec passeport diplomatique, ainsi que mon discours de Sochi de 2019. Ce n'est pas une blague! Que dire?

#LaChevalièreDeNiamey

#LaYennengaDeOuaga

#LaDameDeSochi

#NathalieYamb



- Bacary Camara

Les grands dossiers de Ras Bath, parlons- en! Pourquoi il n'a jamais fait une seule émission sur le golden boy, le fils du president Karim Keita, ni un proche de la famille Ben Barka et autres.

Eh oui, dans le monde sauvage des animaux politiques, il ne faut pas etre sur le passage d'un prédateur.

Sous le couvert de la lutte sainte et louable contre la corruption sur fond d'un impitoyable lynchage médiatique, se cachait une sombre entreprise, un dessein funeste de démolition programmée de tous ceux qui a l'avenir pouvait constituer un obstacle a la réalisation mirifique des ambitions presidentielles de la galaxie Karim Keita

La démission presque inattendue du ministre de la

justice, garde des sceaux longtemps rabroue dans ses grands dossiers.

Le president de l'UDD,Tieman H Coulibaly, une personnalité élégante et magnifique, Blaise Sangare le president de la CDS-mogotiguiya, un concept politique façonné au fil des ans par des triomphes électoraux.

En mission quasiment commandee, Ras Bath a meme ete bloque dans sa pretention malsaine de vouloir defier Blaise sur les terres de Banimonotie.

Photo: Blaise Sangare présentant son ordonnance de non- lieu delivree par la justice malienne consécutive a des soupçons de détournement de deniers publics..

B.CAMARA,Phénix



- Mamadou Sansi Bah

Les 11-12 Août 2026, nous avons pris part au SÉMINAIRE NATIONAL organisé par le Programme Régional Sahel de la Konrad-Adenauer-Stiftung. RP Sahel sur le thème : Transition démographique, Économie Sociale de Marché et secteur informel au Mali : Vers un modèle d'inclusion et d'émergence durable.

Cette rencontre d'échanges avait pour objectif : d'œuvrer pour ne pas opposer le secteur formel à l'informel, mais d'explorer comment les principes de l'Économie Sociale de Marché (responsabilité individuelle, solidarité, régulation équitable) peuvent aider à structurer l'économie informelle, améliorer la protection sociale des travailleurs et favoriser un entrepreneuriat jeune et pérenne.

Mamadou Sansi Bah



- Habib Sacko

C'était d'abord une soirée d'hommage à 4 de nos défunts. Et dans cette dynamique nos sincères remerciements à tous qui ont soutenues cette première édition, des belles retrouvailles entre anciens et que du bonheur partagé entre acteurs de football.



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Défense et sécurité en Afrique : Abdoulaye Diop porte la voix du Mali à Kigali



Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, conduit une délégation malienne à la discussion de haut niveau de l'ISCA, prévue ce mercredi 12 août 2026 à Kigali, au Rwanda. Cette rencontre est consacrée au thème : « L'essor des systèmes autonomes : implications pour la défense et la sécurité en Afrique ».

La délégation malienne comprend également le représentant du Chef d'État-major général des Armées, le Colonel-major Yacouba Sanogo. Cette participation conjointe des responsables diplomatiques et militaires traduit l'importance accordée par le Mali aux mutations technologiques qui transforment progressivement les doctrines de défense et les dispositifs de sécurité sur le continent.

Au cours de cette conférence, le ministre Abdoulaye Diop interviendra au nom du Mali en qualité de panéliste. Son intervention devrait permettre de présenter la position et l'expérience maliennes sur les enjeux liés au développement et à l'utilisation croissante des systèmes autonomes dans le domaine militaire et sécuritaire.

L'intelligence artificielle, les drones, les systèmes automatisés de surveillance ou encore les technologies autonomes occupent désormais une place grandissante dans les stratégies de défense. Pour les États africains, leur développement soulève des questions majeures concernant la souveraineté technologique, la maîtrise des outils de défense, la formation des personnels, mais également les implications juridiques et éthiques de leur utilisation.

Pour le Mali, confronté depuis plusieurs années à d'importants défis sécuritaires, cette discussion intervient dans un contexte où les nouvelles technologies prennent une place croissante dans la surveillance et la sécurisation du territoire.

La rencontre de Kigali constitue ainsi une occasion pour Bamako de partager son approche, mais aussi de participer à la réflexion africaine sur les transformations de la guerre moderne et sur la nécessité, pour le continent, de renforcer ses capacités technologiques afin de mieux répondre aux nouvelles menaces sécuritaires.

Arouna Sidibé

CAP de Lafiabougou : Le remaniement des directeurs d'école suscite la contestation



Le récent remaniement des directeurs d'école décidé par le Directeur du Centre d'Animation Pédagogique (DCAP) de Lafiabougou ne passe pas auprès de certains responsables d'établissements concernés. Plusieurs d'entre eux contestent les changements opérés et dénoncent une décision qu'ils considèrent comme insuffisamment justifiée au regard de leurs performances et des résultats obtenus dans leurs écoles.

Au cœur de la contestation se trouve notamment la question des critères ayant présidé à ce réaménagement. Des directeurs concernés estiment que leur bilan professionnel, les performances enre-

gistrées par leurs établissements ainsi que les efforts consentis pour améliorer la qualité de l'enseignement auraient dû constituer des éléments déterminants dans l'appréciation de leur travail.

Pour ces responsables scolaires, un changement à la tête d'un établissement devrait reposer sur des critères clairement définis et connus de tous. Ils souhaitent ainsi davantage de transparence sur les motivations de la décision du DCAP de Lafiabougou et demandent que les résultats obtenus sur le terrain soient pris en considération.

Cette situation provoque des interrogations dans le milieu éducatif local, où la fonction de directeur d'école demeure stratégique. Au-delà de la gestion administrative, le responsable d'établissement joue un rôle essentiel dans l'encadrement des enseignants, le suivi pédagogique des élèves et les relations avec les parents d'élèves et les communautés.

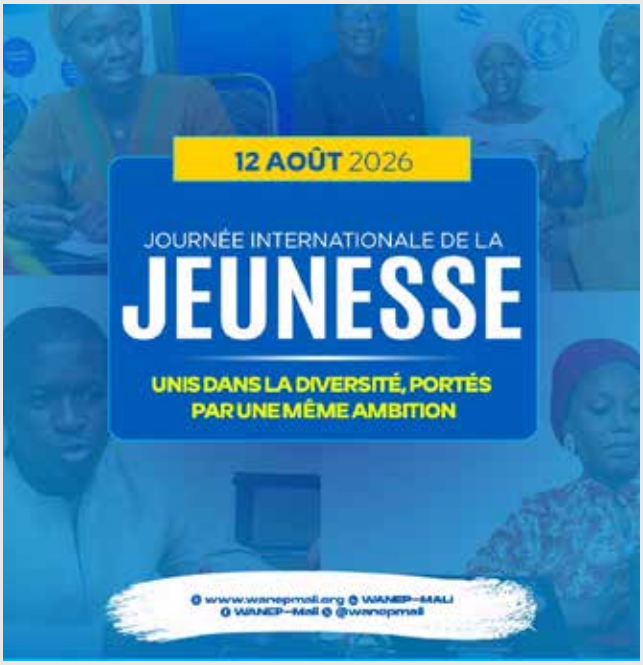
Les contestataires redoutent également que des changements jugés insuffisamment expliqués puissent affecter la motivation des responsables scolaires et, par ricochet, le fonctionnement des établissements concernés.

Face aux réactions suscitées par ce remaniement, des clarifications apparaissent donc nécessaires afin d'établir les critères ayant guidé les décisions et de permettre aux différentes parties de faire valoir leurs arguments.

Maïmouna Dao revient sur cette polémique et donne la parole aux responsables concernés pour mieux comprendre les raisons de leur mécontentement et les enjeux de ce remaniement au CAP de Lafiabougou.

Fatou Sissoko

Journée internationale de la jeunesse : WANEP-Mali place les jeunes au cœur de la construction de la paix



À l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, célébrée ce 12 août 2026, WANEP-Mali met à l'honneur l'engagement, la créativité et le leadership des jeunes qui contribuent quotidiennement à la consolidation de la paix et au renforcement de la cohésion sociale.

Dans un contexte marqué par de multiples défis sécuritaires et sociaux, l'organisation insiste sur la nécessité de ne plus considérer la jeunesse uniquement comme une force appelée à prendre demain les responsabilités. Pour WANEP-Mali, « les jeunes ne sont pas seulement l'avenir : ils sont des acteurs essentiels de la paix aujourd'hui ».

Ce message souligne la place stratégique que peut occuper la jeunesse dans la prévention des conflits, le dialogue communautaire et la recherche de solutions durables aux tensions qui traversent les sociétés. Par leur créativité, leur capacité de mobilisation et leur présence au sein des communautés, les jeunes peuvent jouer un rôle déterminant dans le rapprochement des populations et la promotion du vivre-ensemble.

WANEP-Mali entend ainsi valoriser les initiatives portées par les jeunes en faveur de la paix, tout en encourageant leur participation effective aux mécanismes de prévention et de résolution des

conflits. Cette implication suppose également que les institutions et les organisations de la société civile leur accordent davantage d'espace dans les processus de décision.

La célébration du 12 août constitue donc une occasion de rappeler que la jeunesse doit être considérée comme une véritable partenaire dans la recherche de solutions aux défis contemporains.

« Unis dans la diversité, portés par une même ambition : construire une paix durable et inclusive », souligne WANEP-Mali.

À travers ce message, l'organisation invite finalement à faire confiance au potentiel de la jeunesse et à renforcer son leadership. Car construire durablement la paix passe aussi par la capacité des sociétés à écouter leurs jeunes, à soutenir leurs initiatives et à leur permettre de participer pleinement à la construction de leur avenir.

Moussa Diarra

Sénégal : Entre rigueur économique, pression sociale et espoir de transformation



Le Sénégal aborde le mois d'août 2026 dans un climat économique et social contrasté. Entre contraintes budgétaires, préoccupations liées au pouvoir d'achat et attentes suscitées par les réformes, Hamidou, militant de l'association Dandé Mayo Émergent, appelle à transformer les difficultés actuelles en opportunités, notamment pour la jeunesse.

Selon les données avancées dans son analyse, les perspectives économiques seraient moins favorables qu'espéré. La croissance prévue pour 2026 aurait été revue à la baisse, à 2,5 %, contre une prévision initiale de 5 %. Cette évolution intervient après une année 2025 marquée, selon les chiffres cités, par une croissance de 6,7 %, soutenue notamment par l'exploitation des hydrocarbures.

La situation des finances publiques demeure également au centre des préoccupations. Les efforts de réduction du déficit budgétaire sont mis en avant, mais le niveau d'endettement continuerait de constituer un facteur de vulnérabilité, dans un environnement international marqué par les incertitudes sur les prix de l'énergie.

Sur le terrain, les ménages ressentent surtout les tensions sur leur pouvoir d'achat. Hamidou évoque une inflation alimentaire de 1,4 % et les interrogations autour d'une éventuelle levée du blocage des prix de certains produits essentiels, notamment l'huile et le sucre. Les commerçants, de leur côté, font état de marges fortement réduites.

Le secteur immobilier dakarois donnerait lui aussi des signes de ralentissement. Au Point E, certains appartements haut standing auparavant proposés à 1,5 million de FCFA verraient leurs loyers descendre autour de 1,2 million de FCFA.

Au-delà des indicateurs économiques, Hamidou pose surtout la question de la responsabilité collective : le Sénégal doit-il subir les crises ou les transformer en opportunités ? Pour Dandé Mayo Émergent, la réponse passe notamment par le développement personnel, l'entrepreneuriat et l'investissement, afin de faire de la jeunesse un véritable moteur de transformation économique et sociale.

Arouna Sidibé

Santé publique : Le BVG pointe des insuffisances dans la gestion de l'INSP



Le Bureau du Vérificateur Général (BVG) met en évidence plusieurs insuffisances dans la gestion de l'Institut National de Santé Publique (INSP), à l'issue d'une vérification de performance couvrant la période du 1er janvier 2022 au 30 septembre 2025. Les constats concernent aussi bien la gouvernance que le fonctionnement opérationnel de cette institution stratégique du dispositif sanitaire malien.

Sur le plan institutionnel, le rapport relève notamment la tenue irrégulière des sessions du Conseil d'administration, des retards dans l'adoption des budgets ainsi que la validation de certains documents stratégiques sans les avis préalables requis des instances scientifiques et de la tutelle.

Les observations du BVG prennent une dimension particulièrement préoccupante lorsqu'elles touchent directement aux capacités opérationnelles de l'INSP. L'audit fait ainsi état de ruptures d'approvisionnement en réactifs de laboratoire, d'une baisse des contrôles externes de qualité en 2024 et de postes stratégiques demeurés vacants dans le domaine de l'épidémiologie.

Des insuffisances documentaires sont également signalées dans la gestion du personnel contractuel. Le rapport relève, par ailleurs, une représentation des femmes dans certains comités spécialisés inférieure au seuil légal de 30 %.

Face à ces dysfonctionnements, le Vérificateur Général préconise plusieurs mesures correctives : sécurisation du financement destiné aux intrants médicaux, numérisation de la gestion des stocks, recrutement ou affectation aux postes stratégiques et renforcement du respect des procédures institutionnelles.

La question de la numérisation soulève également celle de la protection des données de santé. La modernisation des systèmes d'information devra nécessairement s'accompagner de garanties concernant la confidentialité, l'intégrité et la sécurité des informations personnelles des patients.

Au-delà des irrégularités administratives, les conclusions du BVG posent donc un véritable enjeu de santé publique. Leur prise en compte effective pourrait contribuer à renforcer la surveillance épidémiologique, la qualité des analyses, la transparence dans la gestion et, surtout, la confiance des citoyens dans les institutions sanitaires.

Fatou Sissoko

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Insécurité alimentaire et malnutrition : Le Mali mobilise 12,7 milliards de FCFA pour la réponse 2026



Le gouvernement malien renforce son dispositif de soutien aux populations confrontées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a procédé, mardi 11 août 2026 à Bamako, au lancement officiel du Plan National de Réponse (PNR) 2026 à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. La cérémonie s'est déroulée à l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM).

Présidant l'événement au nom du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, le Chef du gouvernement a ainsi donné le coup d'envoi d'un mécanisme essentiel de solidarité nationale destiné prioritairement aux populations les plus vulnérables pendant la période de soudure.

Élaboré et mis en œuvre chaque année par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), le Plan National de Réponse constitue l'un des principaux instruments d'intervention de l'État face aux difficultés alimentaires auxquelles sont confrontés certains ménages. Il vise notamment à apporter une assistance aux populations dont les capacités à satisfaire leurs besoins alimentaires se trouvent fortement réduites pendant la période précédant les nouvelles récoltes.

Pour l'édition 2026, l'État entend consacrer d'importants moyens à cette réponse. Le Commissaire à la Sécurité Alimentaire, Redouwane Ag Mohamed Ali, a annoncé la mobilisation d'une enveloppe budgétaire globale de 12,7 milliards de FCFA destinée à la mise en œuvre des différentes interventions prévues.

Une réponse attendue pendant la période de soudure

Le lancement du PNR intervient à une période particulièrement sensible pour de nombreux ménages. La soudure, comprise entre



l'épuisement progressif des stocks alimentaires issus des précédentes récoltes et l'arrivée des nouvelles productions, constitue traditionnellement un moment de forte vulnérabilité.

Dans certaines zones, cette fragilité peut être aggravée par les difficultés économiques, les déplacements de populations, les contraintes d'accès aux marchés ou encore les aléas affectant la production agricole. La malnutrition, particulièrement chez les enfants et les personnes vulnérables, demeure également une préoccupation nécessitant une réponse coordonnée.

À travers le PNR, les autorités entendent donc apporter une réponse structurée aux besoins identifiés et limiter la dégradation des conditions alimentaires des ménages concernés.

Au-delà de l'assistance immédiate, la mobilisation de 12,7 milliards de FCFA traduit la volonté affichée du gouvernement de maintenir la sécurité alimentaire parmi les priorités nationales.

Le défi résidera désormais dans la rapidité du déploiement des interventions, l'identification précise des bénéficiaires et la capacité à faire parvenir l'assistance aux populations les plus exposées, y compris dans les zones difficiles d'accès.

Dans un contexte où les besoins restent importants, l'efficacité du Plan National de Réponse 2026 sera ainsi appréciée à l'aune de son impact concret sur les ménages vulnérables. Pour le gouvernement comme pour le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, l'enjeu est clair : faire de cette mobilisation financière une réponse effective à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition pendant cette période critique de l'année.

Moussa Diarra

Télécommunications : Opérateurs et régulateur au cœur du débat sur la fixation des tarifs



La question de la tarification des services de télécommunications était au centre des échanges lors de la Journée d'appropriation consacrée à ce secteur. Le premier panel de la rencontre a notamment permis d'aborder le fonctionnement du système tarifaire et, plus particulièrement, les mécanismes qui interviennent dans la fixation des prix appliqués aux consommateurs.

Cette première séquence a réuni des représentants des trois principaux opérateurs de télécommunications concernés, à savoir Orange Mali, Moov Africa et Telecel. Face aux opérateurs, l'Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications/TIC et des Postes (AMRTP) était représentée dans son rôle de régulateur.

Dans un secteur devenu indispensable à la vie économique et sociale, la question des tarifs revêt une importance particulière. Téléphonie mobile, connexion Internet et différents services numériques occupent désormais une place centrale dans les activités quotidiennes des citoyens, des administrations et des entreprises.

Le panel consacré au système tarifaire apparaît ainsi comme un cadre permettant de mieux comprendre les différents paramètres qui interviennent dans la détermination des prix proposés aux usagers.

La présence simultanée d'Orange Mali, de Moov Africa et de Telecel offre, dans ce contexte, la possibilité de confronter les approches des opérateurs et de mieux cerner les réalités économiques auxquelles ils font face. De son côté, l'AMRTP intervient en tant qu'autorité chargée de veiller au respect des règles régissant le secteur.



Au-delà de la simple présentation des mécanismes tarifaires, les discussions renvoient à une problématique plus large : comment concilier la viabilité économique des opérateurs avec la nécessité de proposer des services accessibles aux populations ?

Cette question est d'autant plus importante que l'accès aux télécommunications ne relève plus du confort. Avec le développement du numérique, les réseaux de télécommunication constituent aujourd'hui des infrastructures essentielles pour l'éducation, le commerce, les services financiers, l'administration et les relations sociales.

Dans ce contexte, le rôle du régulateur consiste notamment à maintenir un environnement favorable à la concurrence et à la qualité des services, tout en veillant aux intérêts des consommateurs dans le cadre de ses compétences.

La Journée d'appropriation permet ainsi de rapprocher les différents acteurs et de favoriser une meilleure compréhension du fonctionnement du marché. La transparence sur les mécanismes de fixation des prix peut également contribuer à éclairer les usagers sur la composition et l'évolution des offres commerciales.

Les échanges entre opérateurs et régulateur prennent une importance particulière à un moment où les consommateurs sont de plus en plus attentifs au rapport entre les tarifs pratiqués, le volume de données proposé et la qualité effective des réseaux.

À travers ce premier panel, Orange Mali, Moov Africa, Telecel et l'AMRTP ont donc placé la question tarifaire au cœur du dialogue. Un débat qui dépasse les seuls intérêts des entreprises pour toucher directement au pouvoir d'achat, à l'inclusion numérique et à l'accès équitable des populations aux services de télécommunications.

Karamoko B Keita

France–Mali : Le « noyau dur » qui consacre le grand décrochage



La réduction annoncée des effectifs de l'ambassade de France à Bamako constitue, selon l'analyse de Ty Chérie, bien davantage qu'un simple réajustement administratif ou sécuritaire. Derrière le passage d'une représentation autrefois forte d'une centaine d'agents à seulement 28 personnels se dessine une rupture politique progressive entre Paris et Bamako, dont les premières victimes pourraient être les citoyens maliens encore attachés aux échanges universitaires, culturels et scientifiques avec la France.

La France serait-elle en train d'organiser silencieusement son retrait institutionnel du Mali ? C'est, en substance, la question soulevée par Ty Chérie dans une tribune consacrée à la réduction drastique annoncée des effectifs de l'ambassade de France à Bamako.

Selon les informations rapportées dans cette analyse, la représentation diplomatique française doit désormais fonctionner en format « noyau dur ». Sur les personnels expatriés, seuls huit resteraient en poste à Bamako. Les agents de droit local seraient également fortement touchés : leur nombre passerait de 77 à seulement 20. Au total, une représentation qui comptait près d'une centaine d'agents avant la détérioration des relations franco-maliennes ne conserverait plus que 28 personnels.

Pour Ty Chérie, la portée de cette décision dépasse largement les considérations budgétaires et sécuritaires qui pourraient officiellement la justifier. Elle constitue avant tout un signal politique.

Paris et Bamako ne rompent pas officiellement leurs relations. L'ambassade demeure ouverte, tout comme les services consulaires et les établissements scolaires français. Mais l'analyse souligne un paradoxe : une relation diplomatique peut continuer juridiquement tout en se vidant progressivement de sa substance opérationnelle.

La diminution des personnels pourrait en effet affecter le traitement des visas, les activités culturelles de l'Institut français et certains programmes de coopération et de recherche.

C'est précisément ici que l'analyse de Ty Chérie prend toute sa dimension institutionnelle. Réduire une ambassade ne signifie pas seulement diminuer le nombre de diplomates : cela réduit également les passerelles entre deux sociétés.

Et ce sont finalement les étudiants, chercheurs, artistes, universitaires

Confidentiels | Confidentiels France | L'image du jour

Mali, l'ambassade de France en mode « noyau dur »

Par **La rédaction de Mondafrique** - 11 août 2026



L'ambassade de France au Mali.

et citoyens ordinaires qui risquent d'en subir les conséquences.

L'aboutissement d'une longue dégradation

Cette situation n'est toutefois pas née aujourd'hui.

La crise franco-malienne s'est construite par étapes. En janvier 2022, l'ambassadeur français Joël Meyer avait été sommé de quitter le Mali après les propos particulièrement critiques de Jean-Yves Le Drian à l'endroit des autorités de la Transition.

Depuis, les relations politiques n'ont jamais véritablement retrouvé leur niveau antérieur.

La tribune rappelle également les tensions diplomatiques de septembre 2025, marquées notamment par l'arrestation d'un agent français, la suspension de la coopération antiterroriste et des expulsions croisées de personnels.

Autrement dit, le passage au « noyau dur » apparaît moins comme un événement isolé que comme une nouvelle étape d'un divorce diplomatique commencé depuis plusieurs années.

Qui paiera réellement le prix ?

C'est sans doute la question politique la plus pertinente soulevée par Ty Chérie.

Si Paris entend envoyer un message aux autorités maliennes, la réduction des services culturels, scientifiques ou consulaires risque surtout d'affecter des Maliens qui ne sont nullement responsables des différends diplomatiques entre les deux États.

C'est là toute l'ambiguïté du désengagement.

Après le retrait militaire français et l'effondrement d'une grande partie de la coopération politique et sécuritaire, c'est désormais la présence diplomatique, culturelle et humaine qui semble se contracter.

La France ne quitte pas formellement le Mali. Mais elle réduit considérablement son empreinte.

Pour Ty Chérie, derrière les arguments sécuritaires et les contraintes budgétaires apparaît donc une réalité beaucoup plus politique : Paris semble prendre acte de la profondeur de la rupture avec Bamako et adapter désormais sa présence à une relation devenue minimale.

Reste une interrogation essentielle : lorsque les gouvernements se tournent le dos, faut-il également laisser se refermer les ponts entre les peuples ?

Moctar Sow

Insécurité alimentaire et malnutrition : Le Mali mobilise 12,7 milliards de FCFA pour la réponse 2026



Le gouvernement malien renforce son dispositif de soutien aux populations confrontées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a procédé, mardi 11 août 2026 à Bamako, au lancement officiel du Plan National de Réponse (PNR) 2026 à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. La cérémonie s'est déroulée à l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM).

Présidant l'événement au nom du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, le Chef du gouvernement a ainsi donné le coup d'envoi d'un mécanisme essentiel de solidarité nationale destiné prioritairement aux populations les plus vulnérables pendant la période de soudure.

Élaboré et mis en œuvre chaque année par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), le Plan National de Réponse constitue l'un des principaux instruments d'intervention de l'État face aux difficultés alimentaires auxquelles sont confrontés certains ménages. Il vise notamment à apporter une assistance aux populations dont les capacités à satisfaire leurs besoins alimentaires se trouvent fortement réduites pendant la période précédant les nouvelles récoltes.

Pour l'édition 2026, l'État entend consacrer d'importants moyens à cette réponse. Le Commissaire à la Sécurité Alimentaire, Redouwane Ag Mohamed Ali, a annoncé la mobilisation d'une enveloppe budgétaire globale de 12,7 milliards de FCFA destinée à la mise en œuvre des différentes interventions prévues.

Une réponse attendue pendant la période de soudure

Le lancement du PNR intervient à une période particulièrement sensible pour de nombreux ménages. La soudure, comprise entre l'épuisement progressif des stocks alimentaires issus des précédentes



récoltes et l'arrivée des nouvelles productions, constitue traditionnellement un moment de forte vulnérabilité.

Dans certaines zones, cette fragilité peut être aggravée par les difficultés économiques, les déplacements de populations, les contraintes d'accès aux marchés ou encore les aléas affectant la production agricole. La malnutrition, particulièrement chez les enfants et les personnes vulnérables, demeure également une préoccupation nécessitant une réponse coordonnée.

À travers le PNR, les autorités entendent donc apporter une réponse structurée aux besoins identifiés et limiter la dégradation des conditions alimentaires des ménages concernés.

Au-delà de l'assistance immédiate, la mobilisation de 12,7 milliards de FCFA traduit la volonté affichée du gouvernement de maintenir la sécurité alimentaire parmi les priorités nationales.

Le défi résidera désormais dans la rapidité du déploiement des interventions, l'identification précise des bénéficiaires et la capacité à faire parvenir l'assistance aux populations les plus exposées, y compris dans les zones difficiles d'accès.

Dans un contexte où les besoins restent importants, l'efficacité du Plan National de Réponse 2026 sera ainsi appréciée à l'aune de son impact concret sur les ménages vulnérables. Pour le gouvernement comme pour le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, l'enjeu est clair : faire de cette mobilisation financière une réponse effective à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition pendant cette période critique de l'année.

Yacouba Ongoiba

Journée africaine de la décentralisation : Femmes et jeunes au cœur de la gouvernance locale de l'eau



Le Mali, à l'instar des autres pays du continent, a célébré, lundi 10 août 2026, la Journée africaine de la décentralisation et du développement local. À Bamako, les réflexions ont particulièrement porté sur la participation des femmes, des jeunes et des communautés à la gouvernance locale de l'eau et de l'assainissement, deux secteurs essentiels au développement durable des collectivités.

L'épicentre de la célébration nationale était le Gouvernorat du District de Bamako, où la cérémonie a été placée sous la présidence du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, le Général de Brigade Issa Ousmane Coulibaly. Plusieurs membres du Gouvernement ont également pris part à l'événement, témoignant de l'importance accordée aux enjeux de gouvernance territoriale.

La Journée africaine de la décentralisation et du développement local vise à promouvoir, à l'échelle du continent, des collectivités capables de répondre efficacement aux préoccupations quotidiennes des populations. Elle met notamment l'accent sur l'inclusion, la résilience des territoires et la durabilité des politiques publiques locales.

Le choix de placer la gouvernance locale de l'eau et de l'assainissement au centre des débats rappelle le rôle déterminant des collectivités territoriales dans l'amélioration du cadre de vie. L'accès à l'eau potable, l'assainissement, la salubrité et la gestion durable des ressources constituent des préoccupations directement ressenties par les citoyens.

Dans cette perspective, la décentralisation ne peut se limiter au transfert administratif de compétences. Elle suppose également une participation accrue des populations à l'identification des priorités, à la conception des solutions et au suivi de leur mise en œuvre.

La place accordée aux femmes et aux jeunes revêt, à cet égard,



une importance particulière. Les femmes sont directement confrontées, dans de nombreuses communautés, aux difficultés d'accès à l'eau et aux conséquences d'un assainissement insuffisant. Leur participation aux instances locales de décision peut donc contribuer à une meilleure prise en compte des réalités quotidiennes.

Les jeunes représentent également une force essentielle pour les collectivités. Leur implication peut favoriser l'innovation, la sensibilisation communautaire et l'émergence de nouvelles initiatives en matière d'environnement, d'hygiène et d'assainissement.

Au-delà des institutions, la célébration met ainsi en avant la nécessité d'associer les communautés elles-mêmes à la gestion des services qui déterminent leur qualité de vie. Cette approche participative peut contribuer à renforcer la responsabilité collective, mais aussi à assurer une meilleure appropriation et une plus grande pérennité des infrastructures réalisées.

Dans un contexte où les collectivités doivent composer avec des défis économiques, environnementaux et parfois sécuritaires, la construction de territoires résilients nécessite une coopération étroite entre l'État, les collectivités locales et les populations.

La Journée africaine de la décentralisation et du développement local 2026 aura ainsi permis au Mali de réaffirmer l'importance de la gouvernance de proximité. Le défi sera désormais de traduire les principes d'inclusion évoqués à Bamako en mécanismes concrets permettant aux femmes, aux jeunes et aux communautés de peser davantage dans les décisions locales, notamment celles relatives à l'eau et à l'assainissement.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

DANBÉ BULON : La tradition au service de la cohésion sociale



Le Mémorial Modibo Keïta a servi de cadre, samedi 8 août 2026, au lancement officiel de DANBÉ BULON, un espace consacré à la sauvegarde, à la valorisation et à la transmission des valeurs socioculturelles du Mali, avec une attention particulière portée aux jeunes générations.

La cérémonie était présidée par le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, en présence de la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Diarra Djeneba Sanogo, et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Bouréma Kansaye. Des anciens ministres, membres du Conseil national de Transition (CNT), Danbé Kolosibaw, artistes et acteurs culturels ont également pris part à l'événement.

Cette inauguration a été suivie d'une conférence-débat consacrée au thème : « Le Djon Minè : vecteur de renforcement de l'identité culturelle et de la cohésion sociale au Mali ». Les échanges, modérés par le Dr Salia Malé, ont été animés par Golé Tounkara, Mamady Keïta et Bourama Soumano.

Les conférenciers ont notamment insisté sur la place du Djon Minè dans la préservation des valeurs, la transmission des savoirs et la consolidation des repères culturels. Cette pratique apparaît également comme un instrument de rapprochement entre les générations, favorisant le dialogue, la solidarité et le vivre-ensemble au sein des communautés.

À travers DANBÉ BULON, les initiateurs entendent surtout offrir aux Danbé Kolosibaw, dépositaires et gardiens des valeurs traditionnelles, un cadre permanent leur permettant d'accomplir leur mission auprès des citoyens.

Dans un contexte marqué par les mutations sociales et l'influence croissante de nouveaux modèles culturels, l'espace ambitionne ainsi de contribuer à la sauvegarde des savoirs endogènes et du patrimoine culturel immatériel malien. Il devra également servir de passerelle entre anciens et jeunes afin de renforcer la connaissance des traditions nationales.

Avec DANBÉ BULON, la transmission culturelle se veut ainsi un outil de préservation de l'identité nationale, mais aussi un levier de cohésion sociale et de rapprochement des générations.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

États-Unis : Karoline Leavitt quitte la Maison-Blanche mais reste dans l'orbite de Trump



La porte-parole de la Maison-Blanche, Karoline Leavitt, quittera ses fonctions à la fin du mois d'août 2026 pour consacrer davantage de temps à sa famille. L'annonce a été faite mercredi par le président américain Donald Trump, qui entend toutefois conserver sa jeune collaboratrice dans son dispositif politique en lui confiant un rôle de conseillère externe.

Dans un message publié sur Truth Social, Donald Trump a salué celle qu'il présente comme l'une de ses collaboratrices les plus dignes de confiance. Le président américain a expliqué comprendre et respecter son choix de privilégier ses jeunes enfants et sa vie familiale.

Ce départ ne devrait cependant pas marquer une rupture avec Donald Trump et le Parti républicain. Karoline Leavitt est appelée à devenir l'une des principales conseillères externes du président et, selon ce dernier, à demeurer une « voix influente au sein du Parti républicain ». Son expérience en communication pourrait notamment être mise à contribution à l'approche des élections de mi-mandat, rendez-vous politique majeur pour le camp présidentiel.

Âgée de seulement 28 ans, Karoline Leavitt avait marqué l'histoire en devenant la plus jeune porte-parole de la Maison-Blanche. Nommée par Donald Trump en novembre 2024, elle s'était auparavant illustrée comme porte-parole nationale de sa campagne présidentielle. Elle avait également travaillé à la Maison-Blanche durant le premier mandat du dirigeant républicain.

La responsable de la communication présidentielle avait entamé son congé maternité à la fin du mois d'avril. Le 1er mai 2026, elle a donné naissance à son deuxième enfant, une fille prénommée Viviana. Avec son mari, Nicholas Riccio, elle est également mère d'un garçon né en juillet 2024.

Son départ constitue ainsi un changement important dans l'équipe de communication de la Maison-Blanche, sans pour autant l'éloigner de la sphère politique républicaine.

Arouna Sidibé

Zimbabwe : Au moins 44 morts dans le naufrage d'un ferry sur le lac Kariba



Le Zimbabwe est en deuil après le chavirement d'un ferry sur le lac Kariba, qui a fait au moins 44 morts. Face à l'ampleur du drame survenu lundi 11 août 2026, le président Emmerson Mnangagwa a décrété l'état de catastrophe nationale et ordonné une révision complète des dispositifs de sécurité sur les voies navigables du pays.

Dans un communiqué de la présidence, le chef de l'État a exprimé sa « profonde tristesse » et présenté, au nom du gouvernement et de la nation zimbabwéenne, ses condoléances aux familles des victimes.

Les autorités ont mobilisé les services compétents afin d'apporter une assistance médicale, funéraire et psychosociale aux survivants ainsi qu'aux familles endeuillées. Les opérations de recherche se poursuivent également avec l'appui de plongeurs spécialisés pour retrouver d'éventuelles victimes encore portées disparues.

Selon les premières informations disponibles, le ferry assurait une liaison entre la ville de Kariba et plusieurs îles et camps de pêche lorsqu'il a chaviré. L'embarcation aurait été surchargée, une hypothèse qui devra être précisée par les investigations.

Au-delà des opérations de secours, le président Mnangagwa veut tirer les conséquences de la catastrophe. Il a demandé aux agences chargées de la sécurité maritime et aux forces de sécurité de procéder à une évaluation complète des mécanismes de prévention et d'intervention sur les voies navigables.

« Nous devons faire en sorte que nos eaux soient sûres », a déclaré le dirigeant zimbabwéen, tout en saluant les secouristes ayant réussi à sauver plusieurs passagers.

Situé à la frontière entre le Zimbabwe et la Zambie, le lac Kariba est considéré comme le plus grand lac artificiel au monde en volume. Ce nouveau drame remet au centre des préoccupations la question du respect des normes de sécurité dans le transport lacustre, notamment le contrôle du nombre de passagers et l'état des embarcations.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

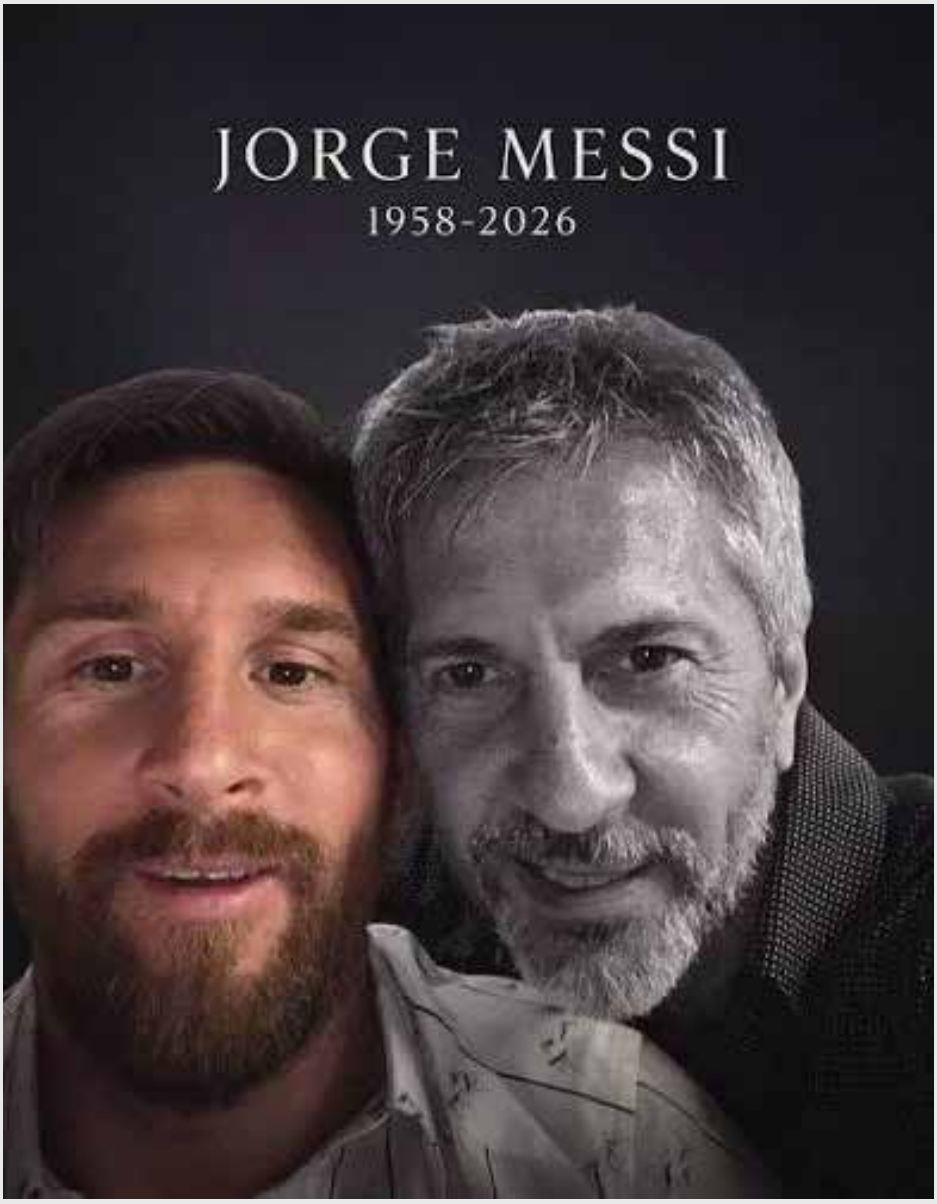
@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Football : Lionel Messi rend un bouleversant hommage à son père Jorge



Quelques jours après la disparition de son père Jorge Messi, décédé à 68 ans après une longue maladie, Lionel Messi lui a rendu un vibrant hommage dans une lettre publiée mercredi sur ses réseaux sociaux. Un message chargé d'émotion dans lequel la star argentine revient sur la place déterminante occupée par son père dans sa vie personnelle et sa carrière.

Messi raconte notamment que son père avait beaucoup insisté pour qu'il participe à sa dernière Coupe du monde, malgré une dégradation de son état de santé peu avant le tournoi. Le capitaine argentin lui avait alors promis d'atteindre la finale afin de lui laisser suffisamment de temps pour éventuellement effectuer le voyage. L'Argentine est finalement parvenue jusqu'en finale sans décrocher le trophée.

Pour Messi, cette défaite reste associée au désir d'offrir une ultime victoire à son père. Il confie avoir voulu remporter le titre pour lui, mais ne pas avoir été physiquement en mesure d'aller au bout de ce rêve.

Au-delà de la compétition, le champion argentin revient surtout sur les souvenirs de son enfance. Jorge Messi l'accompagnait aux entraînements après ses journées de travail et ne manquait pratiquement aucun de ses matchs. Au fil des années, il est devenu bien davantage qu'un père : un ami, un conseiller et son agent, jouant un rôle central dans la construction de l'une des plus grandes carrières de l'histoire du football.

Messi promet désormais de transmettre à ses propres enfants les principes éducatifs et les valeurs reçus de son père.

La disparition de Jorge Messi a suscité une importante vague de solidarité dans le monde du sport. Même son éternel rival Cristiano Ronaldo a adressé un message de soutien à l'Argentin et à ses proches, témoignant que, face au deuil, la rivalité sportive s'efface devant la dimension humaine.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

















Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com